

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture de la Meuse
Secrétariat général
Direction des usagers
et des libertés publiques
Bureau de l'environnement

ARRETÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
N° 2016- 675 du 30 mars 2016

imposant la constitution de garanties financières
en application de l'alinéa 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement
à la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY

Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles R. 516-1 à R. 516-6 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du 12 novembre 2014 portant nomination de M. Jean-Michel MOUGARD, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral n°2007-745 du 29 mars 2007 modifié autorisant la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY à exploiter, sur le territoire de la commune de DUGNY-SUR-MEUSE, une usine de fabrication de chaux comprenant des fours de cuisson alimentés au gaz naturel et consommant divers combustibles de substitution, modifié et complété notamment par l'arrêté préfectoral n°2011-0743 du 26 avril 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-612 du 21 mars 2016 accordant délégation de signature à M. Philippe BRUGNOT, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;



VU la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 30 décembre 2013 et modifiée et remplacée par la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 25 novembre 2015 ;

VU l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 22 décembre 2015 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 26 février 2016 ;

VU la consultation de l'exploitant le 29 février 2016 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant après communication du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

CONSIDÉRANT que la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY est soumise à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'elle exploite sur la commune de DUGNY-SUR-MEUSE en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 2770-1-b et 2771 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

CONSIDÉRANT que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 100 000 euros ;

CONSIDÉRANT en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R516-1-5 et suivants du Code de l'environnement ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

A R R E T E

Article 1 : Champ d'application

La SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY, dont le siège social est situé TERRASSE BOIELDIEU à PUTEAUX (92800), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son usine de fabrication de chaux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de DUGNY-SUR-MEUSE.

Article 2 : Garanties financières

Article 2.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R.516-2 du Code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement.

Article 2.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à 2 007 027 euros TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 102,9 (août 2015 en base 2010) et d'un taux de la TVA de 20 %.

Article 2.3 : Modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant devra constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-1-5 du Code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2 du Code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution de la première part du montant initial des garanties financières est transmis au préfet à la première échéance.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au préfet au moins 3 mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

Article 2.4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 2.5 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R516-5-1 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 et en atteste auprès du Préfet.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Article 2.6 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

Article 2.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 2.8 : Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 2.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêté et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
Chaux	5435 tonnes
Huiles recyclées	2 cuves de 1630 m ³ , mais ne pouvant contenir que 2500 m ³ au total et 1 cuve de 200 m ³ soit environ 2 500 tonnes
Cuve de fuel domestique	2 cuves de 30 m ³ (GNR) et 1 cuve de 5 m ³ soit environ 65 tonnes
Copolymères (combustibles solide, mélange de papiers et de plastiques – déchet banal)	2 silos de 570 m ³ et un silo de 75 m ³ , le volume total entreposé est limité à 1000 m ³ soit environ 500 tonnes (densité de 0,5)
Huiles produites sur le site	1 tonne

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Accès du site

L'exploitant entretient et s'assure du bon état de la clôture existante autour des installations du site, à savoir un grillage en matériaux résistant d'une hauteur minimale de 2 mètres sur le linéaire total du site, soit environ 2 400 mètres.

Article 6 : Surveillance de la qualité des aquifères

L'exploitant est tenu de maintenir en bon état le réseau de contrôle de la qualité des aquifères susceptibles d'être pollués par l'activité de l'installation. Ce réseau est constitué de 12 puits de contrôle.

Article 7 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'environnement.

Article 8 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 - Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

➤ 1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

➤ 2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 10 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DUGNY SUR MEUSE et peut y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, est affiché à la mairie de DUGNY SUR MEUSE pendant une durée minimale d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins de Mme le Maire.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré par les soins du préfet de la Meuse et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 11 : Exécution et notification

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine – Unité départementale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, basée à BAR-le-DUC,

Mme le Maire de DUGNY SUR MEUSE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- à titre de notification à :

–M. Jacques MORET,

Directeur de la société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny

à titre d'information à :

- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, Délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé de la Meuse
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Meuse
- M. le Directeur Départemental de la Cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse
- M. le Président du Conseil Départemental de la Meuse
- M. le Responsable de l'Unité Territoriale Directe de la Meuse
- M. le Chef de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Meuse
- M. le Sous-Préfet de Verdun

Fait à Bar-le-Duc, le 30 MARS 2016

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Philippe BRUGNOT

Liste des destinataires in fine

- ▶ Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace Champagne Ardenne Lorraine - Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse – basée à BAR le DUC
- ▶ Mme le Maire de DUGNY sur MEUSE
- ▶ M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse
- ▶ M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Alsace Champagne Ardenne Lorraine – Délégation territoriale de la Meuse
- ▶ M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Meuse
- ▶ M. le Président du Conseil Départemental de la Meuse
- ▶ M. le Responsable de l'Unité territoriale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
- ▶ M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Meuse
- ▶ M. le Commandement du Groupement de Gendarmerie Départementale de la Meuse
- ▶ M. le Chef de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Meuse
- ▶ M. le Sous-Préfet de Commercy

-1 AVR. 2016

Bar le Duc - Courrier arrivé

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture
Secrétariat général
Direction des usagers
et des libertés publiques
Bureau de l'environnement

Bar-le-Duc, le 30 MARS 2016

Affaire suivie par : Laurence CHARPENTIER
Tél. : 03.29.77.56.49
laurence.charpentier@meuse.gouv.fr

Le Préfet de la Meuse

à

Destinataires in fine

Objet : Arrêté préfectoral complémentaire - Société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny.
Réf. : Code de l'environnement.
P.J. : 1 arrêté préfectoral.

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire imposant la constitution de garanties financières en application de l'alinéa 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement, à la Société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny qui exploite une usine de production de chaux sur le territoire de la commune de DUGNY-sur-MEUSE.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Philippe BRUGNOT